



**PROCEDURE**  
**PAN.02-2026**

**OBJET**  
**APPROVISIONNEMENT**  
**D'AZOTE LIQUIDE EN VRAC**

**Procédure**

☒ Procédure avec négociation

**RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION**

**Date et heure limites de remise des candidatures**

**23/06/2026 à 12h00**

**(Heure de Paris)**

1 <sup>ère</sup> PHASE : CANDIDATURES	2 <sup>nd</sup> PHASE : OFFRES
<p>Seuls les éléments au titre de la candidatures listés à l'article IX.1 du présent Règlement de la consultation sont attendus pour le <b>23/06/2026 à 12h.</b></p> <p>Cette phase vise à retenir les candidats ayant les capacités professionnelles et techniques leur permettant de fournir les prestations demandées. A ce stade de la procédure, seule les pièces relatives à la candidature sont attendues. Aucun minimum de capacité n'est exigé.</p> <p>Le CCTP est fourni aux candidats dès cette étape à titre d'information, <b>mais les éléments relatifs à l'offre ne sont pas attendus à ce stade.</b> Au cas où un candidat fournirait les pièces relatives à l'offre à ce stade, celles-ci ne seront pas prises en compte et devront être impérativement fournies à nouveau à l'étape de sélection des offres.</p> <p>Une <b>visite obligatoire</b> de l'ensemble des établissements est prévue à l'article V. RC.</p>	<p><b>Les candidats admis à l'issue de la PHASE CANDIDATURES se verront, dans un deuxième temps, invités à déposer une offre présentant les caractéristiques définies à l'article IX.2 du présent Règlement de la consultation.</b></p> <p><b>A priori, la date d'envoi estimative des invitations à soumissionner sera le 30/06/2026 avec une date limite de réception des offres estimative au 01/09/2026 à 12h00.</b></p> <p>Les négociations s'engageront alors si nécessaire avec les candidats afin d'optimiser les offres transmises, dans les conditions décrites dans le présent document.</p>

<i>Article I</i>	<i>CARACTERISTIQUES DE LA PROCEDURE.....</i>	<i>3</i>
1.	Procédure.....	3
2.	Documents de la consultation.....	3
<i>Article II</i>	<i>ALLOTISSEMENT.....</i>	<i>3</i>
<i>Article III</i>	<i>FORME DU CONTRAT.....</i>	<i>5</i>
<i>Article IV</i>	<i>LIEUX D'EXECUTION.....</i>	<i>5</i>
<i>Article V</i>	<i>VISITE DES LOCAUX.....</i>	<i>5</i>
<i>Article VI</i>	<i>VARIANTES.....</i>	<i>6</i>
1.	Variante(s) à l'initiative du candidat.....	6
2.	Prestations supplémentaires éventuelles (ci-après PSE).....	6
<i>Article VII</i>	<i>GROUPEMENTS D'OPERATEURS ECONOMIQUES.....</i>	<i>6</i>
<i>Article VIII</i>	<i>SOUS-TRAITANCE.....</i>	<i>7</i>
<i>Article IX</i>	<i>CONTENU DES REPONSES.....</i>	<i>7</i>
1.	Pièces relatives à la candidature.....	7
2.	Pièces relatives à l'offre.....	8
<i>Article X</i>	<i>MODALITES DE REMISE DES REPONSES.....</i>	<i>9</i>
1.	Remise par voie dématérialisée.....	9
2.	Remise d'une copie de sauvegarde.....	10
3.	Délais de validité des offres.....	11
<i>Article XI</i>	<i>SIGNATURE DES DOCUMENTS.....</i>	<i>11</i>
1.	Généralités.....	11
2.	Signature électronique.....	11
<i>Article XII</i>	<i>MODALITES DE SELECTION DES OFFRES ET DES CANDIDATURES.....</i>	<i>13</i>
1.	Sélection des candidatures.....	13
2.	Critères de sélection des offres.....	13
3.	NEGOCIATION.....	14
<i>Article XIII</i>	<i>DOCUMENTS A FOURNIR PAR L'ATTRIBUTAIRE.....</i>	<i>15</i>
1.	Pour tous les candidats.....	16
2.	Pour les candidats établis en France.....	16
3.	Pour les candidats établis à l'étranger.....	16
<i>Article XIV</i>	<i>RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....</i>	<i>17</i>
1.	Modalités de communication entre le CNRS et les candidats.....	17
2.	Modification des documents remis aux candidats.....	18
3.	Questions des candidats.....	18
4.	Notification.....	18

## Article I CARACTERISTIQUES DE LA PROCEDURE

La présente consultation a pour objet **l'approvisionnement d'azote liquide en vrac**.

L'accord-cadre comprend également la location et la maintenance du matériel de stockage. Le coût du Nm3 de gaz est mentionné dans le bordereau de prix unitaires annexé à l'acte d'engagement.

**Les références à la nomenclature européenne (CPV) associée à la présente consultation sont les suivantes :**

CATEGORIES	DESIGNATIONS DES CODES CPV
<b>24111800-3</b>	Azote liquide

Le présent accord-cadre est conclu sur une durée maximum de 8 ans, toutes reconductions comprises, avec les maximums suivants par lots :

- pour le lot n°1 : **10 000 000 de litres**
- pour le lot n°2 : **10 000 000 de litres**
- pour le lot n°3 : **2 000 000 de litres**

### 1. PROCEDURE

La présente consultation est passée selon la procédure avec négociation, en application des articles L.2124-1, L.2124-3, R.2124-1, R.2124-3 4° et R.2161-13 du Code de la commande publique.

### 2. DOCUMENTS DE LA CONSULTATION

Les pièces suivantes constituent les documents de la consultation :

- ↗ L'avis de marché ;
- ↗ Le présent règlement de la consultation et ses annexe n°1 (cadre de réponse technique [CRT]) et n°2 (bilan des livraisons par réservoir sur les quatre dernières années) ;
- ↗ Le Document Unique de Marché Européen (DUME) au format xml ;
- ↗ Le formulaire de lettre de candidature (DC1) ;
- ↗ Le formulaire de déclaration du candidat (DC2) ;
- ↗ L'acte d'engagement (ATTRI 1) et ses annexes (Bordereau des Prix Unitaires) - LOT 1, LOT 2, LOT 3 ;
- ↗ Le cahier des clauses particulières (CCP).

Le cas échéant, ces pièces sont accompagnées des annexes qui y sont mentionnées.

Il est demandé aux candidats d'indiquer à l'article A de l'acte d'engagement les lots pour lesquels le candidat souhaite proposer une offre. Le candidat veillera à remettre un Bordereau des prix unitaires par lot.

## Article II ALLOTISSEMENT

**Le marché est alloti :** ☒ Oui ☐ Non

**Le marché est alloti comme suit :**

- Lot n°1 (maximum 10 000 000 litres) :

UNITÉ DE RECHERCHE	CONTENANCE
<b>Institut Néel</b> 25 Avenue des Martyrs 38000 GRENOBLE	1 réservoir 27 000 litres 1 réservoir de 11 000 litres 1 réservoir de 7 000 litres 1 réservoir de 3 000 litres

- Lot n°2 (maximum 10 000 000 litres) :

UNITÉ DE RECHERCHE	CONTENANCE
<b>LNCMI</b> 25 Avenue des Martyrs 38000 GRENOBLE	1 réservoir de 27 000 litres
<b>LPSC</b> 53 avenue des Martyrs 38000 Grenoble	1 réservoir de 3 000 litres 1 réservoir de 27 000 litres
<b>LSM</b> Carré Sciences 1125 route de Bardonnèche 73500 MODANE	1 réservoir de 6 000 litres

A noter que le LSM situé à Modane est géographiquement excentré justifiant son intégration dans un lot attractif pour limiter le risque d'infructuosité.

- Lot n°3 (maximum 2 000 000 litres) :

UNITÉ DE RECHERCHE	CONTENANCE
<b>G2Elab</b> 21 Avenue des Martyrs 38000 GRENOBLE	1 réservoir de 3 000 litres
<b>CERMAV</b> 601 Rue de la Chimie 38400 SAINT MARTIN D'HERES	1 réservoir de 3 000 litres
<b>LIPHY</b> 140, Rue de la Physique 38400 SAINT MARTIN D'HERES	1 réservoir de 3 000 litres
<b>IGE</b>	1 réservoir de 1 600 litres

Rue Molière 38400 SAINT MARTIN D'HERES	
---	--

Les candidats peuvent remettre une offre pour :

- Un seul lot : ☐
- Plusieurs lots : ☒

La consultation prévoit un nombre maximum de lots pouvant être attribués à un même candidat :

☐ Oui ☒ Non

## Article III FORME DU CONTRAT

La présente consultation porte sur la passation d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande, en application des articles L.1111-1, L.2125-1 1°, R.2162-1 à -6, et R.2162-13 et -14 du Code de la commande publique.

Cette consultation est divisée en 3 lots qui pourront être attribués à des titulaires différents.

## Article IV LIEUX D'EXECUTION

La livraison s'effectuera aux adresses suivantes figurant au cahier des clauses particulières.

## Article V VISITE DES LOCAUX

La présente consultation fait l'objet d'une visite : ☒ Oui

Cette visite est : ☒ Obligatoire ☐ Facultative (mais recommandée)

Préalablement à la remise de l'offre, les candidats devront obligatoirement effectuer une visite de l'ensemble des sites du lot ou des lots pour lesquels les candidats souhaitent remettre une offre.

La visite a pour objet de permettre aux candidats de construire leur offre en y incluant toutes préconisations techniques pour l'adaptation des installations de stockage, tels que dalles, environnement, etc... (cf. Article 4.2.2 CCP).

Au terme de la visite, les candidats ont la faculté de déposer leurs questions sur la plateforme PLACE. Un récépissé de visite est remis aux participants, à fournir à l'appui de l'offre.

Les candidats sont invités à indiquer leur préférence de visite pour chacun des lots à l'adresse suivante, en précisant le cas échéant si un véhicule test de livraison d'azote liquide sera mobilisé : [a.sfc-marche@cnrs.fr](mailto:a.sfc-marche@cnrs.fr)

**Au regard de la multiplicité des sites, et en cas d'indisponibilité aux dates indiquées ci-dessus, de nouvelles dates (pendant le délai de consultation) pourront être proposées aux candidats.**

### POINTS DE VIGILANCE :

Le nombre de personnes maximum pouvant se présenter à la visite d'un établissement est de 5

**personnes** par candidat. Le CNRS répartit les candidats dans les différentes sessions, en respectant dans la mesure du possible, la préférence exprimée. Les candidats sont informés individuellement par le CNRS de la date de visite au moins 2 jours ouvrés avant celle-ci.

**Dates proposées pour les visites :**

**01/06/2026**

**02/06/2026**

**03/06/2026**

**04/06/2026**

**05/06/2026**

**08/06/2026**

**09/06/2026**

**10/06/2026**

**11/06/2026**

**12/06/2026**

## **Article VI VARIANTES**

### **1. VARIANTE(S) A L'INITIATIVE DU CANDIDAT**

La présentation d'une ou plusieurs variante(s) à l'initiative du candidat est :

☒ **interdite**

Variante(s) à l'initiative du CNRS

La consultation prévoit une ou plusieurs variante(s) à l'initiative du CNRS : ☒ **Non**

### **2. PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (CI-APRES PSE)**

La consultation prévoit la présentation et le chiffrage de prestations supplémentaires éventuelles :

☒ **Non**

## **Article VII GROUPEMENTS D'OPERATEURS ECONOMIQUES**

Les candidats peuvent présenter leur offre sous forme de groupement conjoint ou solidaire, conformément aux dispositions des articles R.2142-19 et R.2142-27 du Code de la commande publique. L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'en cas de groupement d'opérateurs économiques :

- Le groupement doit avoir été constitué dès le stade de la candidature, et aucune modification ne peut intervenir dans la composition du groupement entre la date de remise des

candidatures et la date de signature de l'accord-cadre, sous réserve des dispositions de l'article R.2142-26 du code de la commande publique ;

- En cas de groupement conjoint et à défaut de mandataire solidaire disposant de capacités financières et/ou techniques suffisantes pour assurer la bonne exécution de l'accord-cadre, le CNRS pourra exiger du titulaire la transformation du groupement en groupement solidaire lors de l'attribution de l'accord-cadre.

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

Toutefois, les candidats sont informés que :

- Il leur est interdit de présenter pour le présent marché plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- Il leur est interdit de présenter pour le présent marché plusieurs offres en agissant en qualité de membre de plusieurs groupements ;
- **Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire**, pour l'exécution de l'accord-cadre, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur, notamment en cas de défaillance de l'un des membres du groupement.

En cas de groupement conjoint, le candidat indique dans l'Acte d'Engagement le montant et la répartition détaillée des prestations que chaque membre du groupement s'engage à exécuter.

## Article VIII SOUS-TRAITANCE

---

Le marché ayant pour objet principal des fournitures sans prestation de pose, il n'est pas susceptible de faire l'objet d'une sous-traitance.

## Article IX CONTENU DES REPONSES

### 1. PIECES RELATIVES A LA CANDIDATURE

---

A l'appui de sa candidature, le candidat transmet les éléments permettant d'apprécier sa capacité juridique ainsi que ses capacités professionnelle, technique et financière.

Les entreprises ayant moins de trois ans d'existence prouveront, par tout moyen, qu'elles possèdent les capacités professionnelles, techniques et financières requises.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Attention, cette faculté ne peut concerner que des documents génériques, et en aucune façon des documents qui ne peuvent, de par leur nature même, qu'être spécifiques à la consultation en cours.

#### 1.2 Présentation de la candidature

Pour présenter sa candidature, le candidat peut utiliser :

- **Soit le Document Unique de Marché Européen (DUME) renseigné en ligne sur la plateforme PLACE.**

Les candidats peuvent réutiliser un document unique de marché européen qui a déjà été utilisé dans une procédure antérieure, à condition de confirmer que les informations qui y figurent sont toujours valables.

- **Soit les pièces suivantes :**

- Une lettre de candidature établie à partir du formulaire DC1, joint au dossier de consultation dûment renseigné par le candidat ;
- La déclaration du candidat établie à partir du formulaire DC2, joint au dossier de consultation, dûment renseigné par le candidat ;

*Les formulaires DC1 et DC2 sont disponibles sur Internet à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>*

## **1.2 Renseignements complémentaires à fournir par le candidat**

Le candidat fournit en complément les informations suivantes :

### **Capacités économiques et financières :**

- ✓ Si le candidat est en redressement judiciaire, il fournit la copie du ou des jugements prononcés à cet effet ;
- ✓ Une déclaration appropriée de banques ou preuve d'une **assurance** pour les risques professionnels ;
- ✓ Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles ;
- ✓ Une liste des principales livraisons effectuées ou des principaux services fournis présentant des similitudes avec la consultation.

### **Capacités techniques et professionnelles :**

- ✓ Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public.

### **NB :**

En cas de candidature sous forme de groupement d'opérateurs économiques, tous les documents mentionnés ci-dessus doivent être fournis par chaque membre du groupement, à l'exception de la lettre de candidature, commune à l'ensemble des membres du groupement et signée par chacun d'entre eux.

## **2. PIÈCES RELATIVES A L'OFFRE**

A titre liminaire, il est rappelé que la transmission des offres n'intervient que sur invitation après la phase de sélection des candidatures.

A l'appui de son offre, le soumissionnaire transmet notamment et *a minima* :

- ✓ L'acte d'engagement dûment complété et daté et l'annexe financière (BPU) associée (BPU LOT 1 ; BPU LOT 2 ; BPU LOT 3), pour les lots pour lesquels le candidat a indiqué, à l'article A de l'acte d'engagement remettre une offre ;



- ✓ Le mémoire technique établi sur la base du cadre de réponse technique ;
- ✓ Dans le cas où le candidat doit installer (ou remplacer, pour le titulaire sortant) des réservoirs de stockage, il fournit à l'appui de son offre, **son calendrier du phasage de l'installation et de la mise en service des équipements de stockage** ainsi que ses **préconisations de travaux** et sa proposition de **plan de prévention associé** (intégrant un protocole chargement - déchargement). ;

Le candidat joindra les documents relatifs à son offre en langue française. Toutefois, le CNRS acceptera que la documentation technique fournie par le soumissionnaire soit rédigée en langue anglaise.

## Article X MODALITES DE REMISE DES REPONSES

**La date limite de remise des réponses est indiquée sur la page de garde**

### 1. REMISE PAR VOIE DEMATERIALISEE

Le candidat remet sa candidature et son offre de manière dématérialisée uniquement sur la plateforme des achats de l'Etat PLACE à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Un guide d'utilisation à destination des candidats est disponible sur le site dans l'onglet « aide ». En cas de difficultés, il est possible de contacter le support « clients » par courrier électronique à l'adresse suivante : [place.support@atexo.com](mailto:place.support@atexo.com).

#### 1.1. Horodatage

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. Tout pli qui parviendrait au-delà de la date et de l'heure limites de dépôt susmentionnées, sera considéré comme remis hors délai.

La date et l'heure prises en compte pour la remise des réponses sont celles données par la plateforme PLACE à réception des documents envoyés par le candidat.

#### 1.2. Format des fichiers

Les formats compatibles avec le système informatique du CNRS sont les suivants :

.doc ; .xls ; .ppt ; .pdf ; .rtf, .zip, .docx, .xlsx, .pptx ;

Le candidat est invité à :

- Le cas échéant, transmettre le bordereau de prix au format .xls ou .xlsx (.doc ou .docx ou .pdf) et le cadre de sa réponse technique au format .doc, .docx (ou .pdf) ;
- Ne pas utiliser de fichiers exécutables .exe ;
- Ne pas utiliser de macros ;
- Ne pas utiliser de liaisons de données dans ses documents.

#### 1.3. Sécurité et confidentialité des réponses

La sécurité des transactions est garantie par l'utilisation d'un réseau sécurisé (https).

La confidentialité des informations contenues dans les réponses envoyées par voie dématérialisée est garantie par le chiffrement des fichiers transmis.

L'intégrité des documents est garantie par la signature électronique.

#### 1.4. Anti-virus

Le candidat s'assurera avant l'envoi de son pli et/ou de son support physique électronique que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

Tout fichier constitutif de la candidature ou de l'offre devra être traité préalablement par le candidat par un anti-virus. La réception de tout fichier contenant un virus entraîne l'irrecevabilité de la réponse.

Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu, et le candidat en sera averti grâce aux renseignements saisis lors de son identification.

## 2. **REMISE D'UNE COPIE DE SAUVEGARDE**

Une copie de sauvegarde est une copie à l'identique de la réponse électronique destinée à se substituer, en cas d'anomalies, aux dossiers des candidatures et des offres transmis par voie électronique.

Aussi, en complément de sa réponse remise conformément aux modalités prévues à l'article X.1, le candidat peut transmettre au CNRS une copie de sauvegarde, sur support physique papier ou électronique (dans un format décrit à l'article X.1.2. Du présent règlement de la consultation).

Cette copie doit parvenir dans les délais impartis pour la remise des réponses. La copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible :

**« NE PAS OUVRIR »**  
  
**PCN.02-2026 « Approvisionnement d'azote liquide en vrac »**  
CNRS - DR11  
Pôle Achats et Marchés – SFC  
Bâtiment A  
25, Rue des Martyrs  
38042 Grenoble cedex 9

Cette copie peut être :

- Soit expédiée par courrier (l'usage du recommandé avec demande d'acté de réception est ici préconisé) à l'adresse mentionnée ci-dessus.
- Soit remise en mains propres contre récépissé à l'adresse indiquée ci-dessus.

En cas de remise du pli en mains propres, l'attention des candidats est appelée sur le fait que la remise des plis dans les locaux du CNRS s'effectue du lundi au vendredi de **8h00 à 12h00** et de **14h00 à 17h00** (heures françaises), sauf week-end, jours fériés.

Les plis contenant les copies de sauvegardes qui n'auront pas nécessité d'ouverture seront détruits par le CNRS à l'issue de la procédure de passation du marché.

Tout retard dans l'arrivée de la copie de sauvegarde dû à la défaillance d'un transporteur ne saurait engager la responsabilité du CNRS mais du seul transporteur.

Les candidats sont donc invités, s'ils entendent transmettre leur copie de sauvegarde par voie postale, de les confier au transporteur de leur choix dans les délais lui permettant de remettre le pli avant la date et l'heure limites.

Le CNRS délivrera un récépissé daté et signé, mentionnant l'horaire précis du dépôt. Seul ce document transmis au transporteur lors de la réception de la copie de sauvegarde fait foi pour justifier du dépôt dans les délais fixés.

### 3. DELAIS DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est de **90 jours calendaires** à compter de la date limite fixée pour leur réception. Ce délai est renouvelé à l'issue de chaque tour de négociation.

En répondant à la consultation, le soumissionnaire s'engage à maintenir son offre pendant ce délai.

Si l'attribution du marché n'est pas effectuée dans ce délai, le CNRS se réserve la possibilité de demander aux candidats la prolongation de la validité de leur offre.

Dans le cas où il n'est pas donné suite à la procédure, le soumissionnaire ne peut prétendre à aucune indemnité.

## Article XI SIGNATURE DES DOCUMENTS

### 1. GENERALITES

**La signature des pièces pour lesquelles cela est requis n'est exigée que de l'attributaire pressenti, à la demande du CNRS.**

Le candidat n'est donc pas tenu de signer son offre au moment de sa remise. Cependant, le seul dépôt de l'offre, même non signée, vaut engagement de la part du candidat à signer ultérieurement le marché qui lui sera attribué.

Chaque candidat peut toutefois souhaiter signer les pièces remises plus tôt dans le déroulement de la procédure.

La signature doit émaner d'une personne habilitée à engager le candidat. Cette personne est :

- Soit le représentant légal du soumissionnaire,
- Soit toute autre personne bénéficiant d'une délégation de pouvoir ou de signature établie par le représentant légal du soumissionnaire (les soumissionnaires doivent joindre la délégation correspondante).

La signature du marché peut être électronique ou manuscrite.

### 2. SIGNATURE ELECTRONIQUE

Le candidat peut utiliser l'outil de signature électronique mis à disposition sur la plateforme PLACE ou utiliser l'outil de son choix.

Si le candidat a recours à l'outil de signature proposé par la plateforme, il est dispensé de fournir la procédure de vérification de la signature.

S'il utilise un autre outil de signature que celui de la plateforme, il doit transmettre gratuitement le mode d'emploi permettant de procéder aux vérifications nécessaires. Ce mode d'emploi contient, au moins, les informations suivantes :

- La procédure permettant la vérification de la validité de la signature ;
- L'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire qui comportent, au moins,

la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

La signature est, de préférence, aux formats XAdES, CAdES ou PAdES.

**ATTENTION :**

**Pour pouvoir faire une réponse électronique, l'entreprise doit s'assurer de répondre aux prérequis techniques de la plateforme (disponibles sur la plateforme après son inscription). L'utilisation de la plateforme pouvant nécessiter un temps d'adaptation, il est vivement recommandé aux candidats de prévoir un délai laissant une marge suffisante pour transmettre leur réponse dématérialisée avant l'heure de clôture de la consultation (notamment en cas de connexion internet fluctuante ou de fichiers volumineux).**

**L'obtention d'un certificat électronique peut prendre plusieurs jours. Ce certificat électronique doit être associé à une personne dûment habilitée à engager la société du candidat.**

**Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique.**

**L'attention des candidats est attirée sur le fait que chaque pièce pour laquelle la signature est requise doit être signée électroniquement. La signature d'un fichier ZIP ne vaut pas signature des pièces qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.**

Afin de satisfaire aux obligations fixées ci-dessus, le candidat établi dans un Etat autre que la France, doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine.

Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment ou, dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

La personne qui signe les documents utilise un certificat conforme au référentiel général de sécurité (RGS) approuvé par l'arrêté du 22 mars 2019 ou répondant à des spécifications équivalentes. La plateforme de dématérialisation PLACE peut accepter tous ces certificats.

Le certificat utilisé par le candidat pour remettre sa candidature et son offre doit être conforme à l'un des trois niveaux du RGS (\*, \*\*, \*\*\*) ou présenter des conditions de sécurité équivalentes au RGS ou supérieures.

Les catégories de certificats de signature électronique conformes au RGS sont répertoriées :

- En France : sur le site de l'organisme de certification LSTI, conformément au décret n° 2010-112 du 2 février 2010 : <http://www.lsti-certification.fr>
- Dans un autre État membre de l'Union européenne : en fonction du pays de délivrance du certificat, sur la liste de confiance déclarée par chacun des états membres accessible à l'adresse : <https://eidas.ec.europa.eu/efda/trust-services/browse/eidas/tls>

Si le certificat choisi n'est pas répertorié sur l'une des listes susmentionnées ou s'il génère une alerte sur la plateforme PLACE, le candidat fournit au CNRS tous les éléments permettant de vérifier la conformité de son certificat avec le RGS, notamment la procédure de vérification.

## Article XII MODALITES DE SELECTION DES OFFRES ET DES CANDIDATURES

L'ouverture des plis n'est pas publique ; les candidats n'y sont pas admis.

### 1. SELECTION DES CANDIDATURES

Avant de procéder à l'examen des candidatures, si le CNRS constate que des pièces dont la production est réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou de compléter les documents et informations transmis dans un délai de 7 jours calendaires.

**A l'issue de cette phase, seuls les candidats présentant les capacités professionnelles, techniques et financières suffisantes seront admis à présenter une offre.**

Les candidats reconnaissent être informés qu'en cas de groupement momentané d'opérateurs économiques constitué en application des articles R2142-19 et R2142-20 du Code de la commande publique, la capacité financière et technique à exécuter le marché est appréciée de manière globale, pour l'ensemble des membres du groupement. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement dispose d'un niveau minimum de capacité économique, financière, professionnelle et technique.

À cette fin, chaque candidat indiquera, dans le dossier de candidature une adresse courriel auxquels la demande pourra lui être adressée le cas échéant. Si la demande est faite par courriel, elle transitera par la plateforme de dématérialisation utilisée par le CNRS.

### 2. CRITERES DE SELECTION DES OFFRES

**L'attention des candidats est appelée sur le fait que les offres inappropriées, inacceptables ou irrégulières seront éliminées.**

**Une offre inappropriée** est une offre sans rapport avec le marché public parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur formulés dans les documents de la consultation.

**Une offre inacceptable** est une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché public tels qu'ils ont été déterminés et établis avant le lancement de la procédure.

**Une offre irrégulière** est une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation notamment parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale.

Toutefois, le CNRS peut décider d'autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, si elles ne sont pas anormalement basses et si les irrégularités peuvent raisonnablement faire l'objet d'une régularisation.

Conformément aux articles L.2152-7 et R.2152-7 et du Code de la commande publique, le CNRS choisit l'offre économiquement la plus avantageuse, en fonction des critères pondérés suivants :

CRITERES DE SELECTION DES OFFRES COMMUNS A TOUS LES LOTS	PONDERATION
<b>Critère n°1 : Valeur technique</b> <i>Apprécié sur la base des éléments fournis dans le cadre du mémoire technique construit selon le Cadre de Réponse Technique</i>	<b>30 %</b>
<b>Critère n°2 : Coût</b>	<b>60%</b>

<i>Apprécié sur la base de l'offre financière composée du BPU et de la formule de révision de prix</i> - BPU : 40 % - Impact de la formule de révision de prix : 20 %	
<b>Critère n°3 : Développement durable</b> <i>Apprécié sur la base des éléments fournis dans le cadre du mémoire technique construit selon le Cadre de Réponse Technique</i>	<b>10 %</b>

Le non-respect des spécifications techniques minimales décrites dans le CCTP entraîne l'irrégularité de l'offre.

**Les soumissionnaires sont donc vivement invités à s'assurer que leur offre :**

- **Respecte l'ensemble des exigences des pièces particulières de l'accord-cadre**
- **Contient l'ensemble des documents demandés, dûment renseignés.**

Le CNRS peut demander des précisions complémentaires aux soumissionnaires sur la teneur de leur offre sans que cela ne modifie les éléments substantiels de celle-ci.

### 3. NEGOCIATION

Les offres initiales et successives (hors offres finales) présentées dans le cadre de la présente consultation font l'objet d'une négociation, dans le respect des modalités décrites ci-dessous.

Avant de procéder à l'examen des offres, si le CNRS constate que des pièces dont la production est réclamée sont absentes ou incomplètes, il pourra décider de demander à tous les soumissionnaires concernés de produire ou de compléter ces pièces dans un délai identique pour tous les soumissionnaires.

Les offres inappropriées sont éliminées sans pouvoir faire l'objet de négociation. Les offres irrégulières ou inacceptables peuvent devenir régulières ou acceptables au cours de la négociation, à condition de ne pas être anormalement basses.

**Les soumissionnaires doivent remettre une offre initiale conforme aux documents de la consultation. Ils pourront ensuite proposer des modifications et ainsi la faire évoluer au cours de la négociation.**

La négociation, qui sera effectuée dans des conditions de stricte égalité, aura pour objet de préciser ou d'adapter, le cas échéant, les termes des documents de la consultation initiaux et/ou la teneur des offres des candidats, y compris dans leur dimension financière.

Toutefois, le CNRS fixe les exigences minimales suivantes, qui ne sont pas susceptibles de faire l'objet de négociations :

- L'intégration d'indices officiels dans la formule de révision.

A titre indicatif, il est donc précisé que le CNRS envisage à l'occasion des négociations, d'évoquer notamment avec les soumissionnaires les adaptations qui pourraient être apportées :

- A l'offre financière, notamment concernant les modalités d'établissement du prix (cf. Annexe 1 – CRT du Règlement de la consultation) ;
- Aux modalités et phasages d'installation des réservoirs de stockage (Cf. Article 4.2.2 CCP).
  - Incluant également les préconisations de travaux et sa proposition de plan de prévention associé (intégrant un protocole chargement - déchargement).
  - Les candidats sont informés qu'en cas de préconisations de travaux substantiels à réaliser pour l'installation de leurs réservoirs de stockage (vanne déportée, dalles supports, etc.)

ceux-ci ne pourront entrainer une rupture d'approvisionnement pour les unités supérieures à 7 jours ; (Cf. Article 4.2.2 CCP).

La négociation ne peut modifier substantiellement les caractéristiques et les conditions d'exécution de l'accord-cadre telles qu'elles sont définies dans les documents de la consultation.

Les critères de sélection des offres et leur pondération ne peuvent faire l'objet de négociations.

La négociation est conduite dans le respect du principe d'égalité de traitement de tous les candidats. A ce titre, le CNRS ne transmettra pas de manière discriminatoire, d'informations susceptibles d'avantager certains soumissionnaires par rapport à d'autres. De même, les discussions menées au cours de la négociation seront confidentielles et respecteront le secret des affaires.

A l'initiative du CNRS, la négociation pourra se dérouler en plusieurs phases successives.

Le CNRS pourra alors demander aux soumissionnaires de remettre des offres intermédiaires. Dans ce dernier cas, à l'issue des phases donnant lieu à la remise d'offres intermédiaires, certains soumissionnaires pourront être éliminés par application des critères de sélection des offres énumérés ci-dessous.

Les soumissionnaires seront informés de la date de clôture de la négociation à laquelle ils devront avoir déposé leur offre finale.

Au titre de la détection des offres anormalement basses tel que prévu aux articles L2152-5 et L2152-6 et R2152-3 à R2152-5 du Code de la commande publique, l'attention des soumissionnaires est attirée sur le fait qu'ils s'engagent, en remettant une offre dans le cadre de la présente procédure, à respecter les obligations applicables dans les domaines du droit de l'environnement, social et du travail établies par le droit français, le droit de l'Union européenne, la ou les conventions collectives ou par les dispositions internationales en matière de droit de l'environnement, social et du travail figurant sur une liste publiée au Journal officiel de la République française.

En cas de non-respect par un soumissionnaire des obligations précitées, le CNRS se réserve la possibilité d'utiliser les voies de droit correspondantes.

Au stade de la remise des offres finales après négociation, les offres qui resteraient irrégulières ou inacceptables seront éliminées par le CNRS sans être classées. Toutefois, le CNRS pourra autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

## **Article XIII DOCUMENTS A FOURNIR PAR L'ATTRIBUTAIRE**

---

Le candidat retenu se doit de fournir avant d'être définitivement désigné comme attributaire du marché ou de l'accord cadre, les documents ci-dessous.

La production de ces pièces devra intervenir dans le délai imparti par le CNRS.

Si l'attributaire retenu ne peut présenter les documents mentionnés ci-dessus dans le délai fixé, son offre est rejetée. Le soumissionnaire dont l'offre se situe immédiatement après dans le classement est alors sollicité pour produire à son tour les pièces nécessaires. Le cas échéant, cette procédure est renouvelée jusqu'à épuisement des offres classées.

Après signature du marché ou de l'accord cadre, en cas d'inexactitude des documents ci-dessus et de ceux fournis au titre de la candidature, il est fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché ou par l'accord cadre.

L'attention du candidat est attirée sur le fait qu'il a la faculté de joindre dès le dépôt de son offre les documents cités ci-dessous. Cette démarche permet notamment de raccourcir les délais de notification du marché.

## 1. POUR TOUS LES CANDIDATS

En cas de groupement ayant désigné un mandataire, ce dernier doit fournir :

- Un document d'habilitation par les autres membres du groupement, qui précise les conditions de cette habilitation ;
- Un RIB ;
- L'acte d'engagement (ATTRI1) signé s'il ne l'a pas déjà fait lors de la remise de son offre.

## 2. POUR LES CANDIDATS ETABLIS EN FRANCE

- Une attestation prouvant qu'elle est à jour de ses obligations fiscales auprès du Trésor Public (disponibles sur l'espace sécurisé [impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr)) ;
- Une attestation d'assurance permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du CNRS et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations ;
- Les pièces prévues à l'article D8222-5 du Code du travail, à savoir **une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale** prévue à l'article L. 243-15 **ou attestation de vigilance** émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions **datant de moins de six mois** dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale. Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :
  - Afin de prouver qu'il ne se trouve pas dans un des cas d'exclusion mentionné à l'article L2141-3, le candidat produit **son numéro unique d'identification** permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R2143-13 ;
  - **Ou une carte d'identification** justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
  - **Ou un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle**, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
  - **Ou un récépissé du dépôt de déclaration** auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.
- Les pièces prévues à l'article D8254-2 du Code du travail, à savoir **la liste nominative des salariés étrangers employés par ce dernier et soumis à l'autorisation de travail** prévue à l'article L. 5221-2. Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié, sa date d'embauche nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail ;
- Une attestation de la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 5212-2 à L. 5212-5 du code du travail ;
- L'acte d'engagement (ATTRI1) signé s'il ne l'a pas déjà fait lors de la remise de son offre.

## 3. POUR LES CANDIDATS ETABLIS A L'ETRANGER

**Le candidat établi à l'étranger produit un certificat établi par les administrations et organismes de son pays d'origine ou d'établissement :**

- La déclaration de détachement effectuée sur le téléservice " SIPSI " du ministère chargé du travail prévu à l'articles R. 1263-12 du code du travail ;



✚ Les pièces prévues à l'article D8222-7 du Code du travail, à savoir :

- Un document mentionnant son numéro individuel d'identification attribué en application de l'[article 286 ter du code général des impôts](#). Si le cocontractant n'est pas tenu d'avoir un tel numéro, un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France ;
  - Un document attestant de la régularité de la situation sociale du cocontractant au regard du règlement (CE) n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ou, à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article [L. 243-15](#) du code de la sécurité sociale.
  - Lorsque l'immatriculation du cocontractant à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, l'un des documents suivants :
    - Un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ;
    - Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel ;
    - Pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de six mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre.
- Les pièces prévues à l'article D8254-3 et D8254-4 du Code du travail, à savoir détachant des salariés sur le territoire national pour l'exécution de ce contrat, dans les conditions définies à l'article [L. 1262-1](#), elle se fait remettre, lors de la conclusion du contrat, une liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail, comprenant les indications prévues à l'article [D.8254-2](#). Cette liste est adressée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du contrat.

Le CNRS s'assurera de l'authenticité de ces attestations, auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale.

**Les documents rédigés en langue étrangère devront être accompagnés d'une traduction en français.**

**Seule la traduction en langue française fait foi.**

## Article XIV RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

---

### 1. MODALITES DE COMMUNICATION ENTRE LE CNRS ET LES CANDIDATS

---

Depuis le 1er janvier 2010, conformément à l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics, l'identification des opérateurs économiques pour accéder aux documents de la consultation n'est plus obligatoire, bien que cette identification permette d'être tenu informé automatiquement des modifications et des précisions éventuellement apportées aux documents de la consultation. A ce titre, l'adresse électronique du candidat doit être valide et sera

utilisée par le CNRS comme l'adresse électronique pour communiquer dans le cadre de la procédure et jusqu'à la fin de celle-ci.

Le CNRS décline toute responsabilité pour le cas où un candidat non inscrit n'aurait pas eu connaissance d'une modification, quand bien même cette méconnaissance aboutirait au rejet de son offre. Dans le cas de non identification, il appartiendra aux candidats de récupérer, par leurs propres moyens, les informations communiquées.

## 2. MODIFICATION DES DOCUMENTS REMIS AUX CANDIDATS

### ➤ Modifications par le candidat

Les candidats n'ont pas à apporter de complément ou de modifications aux documents de la consultation.

### ➤ Modifications par le CNRS

Le CNRS se réserve le droit d'apporter des modifications aux documents de la consultation, au plus tard 10 jours ouvrés avant la date limite de réception des candidatures ou des offres. Les candidats devront répondre sur la base des documents modifiés.

Le CNRS informera, via la plateforme de dématérialisation PLACE, tous les candidats dans des conditions respectueuses du principe d'égalité. Les candidats devront alors répondre, sur la base des documents modifiés sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction d'une nouvelle date.

## 3. QUESTIONS DES CANDIDATS

Les candidats ont la faculté de poser des questions relatives à la présente consultation, au plus tard huit (8) jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres.

Pour ce faire, la seule voie autorisée est le portail de dématérialisation [PLACE](#) (Plate-forme des achats de l'Etat).

Les réponses sont envoyées aux candidats **six (6) jours** au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres, pour autant qu'ils en aient fait la demande en temps utile.

Les réponses apportées par le CNRS seront envoyées, via la plateforme PLACE, à l'ensemble des personnes s'étant identifiées lors du téléchargement des documents. Aucune réponse ne sera donnée oralement.

**En cas d'indisponibilité de la plateforme, les éventuelles questions peuvent être envoyées à l'adresse suivante : [a.sfc-marche@cnrs.fr](mailto:a.sfc-marche@cnrs.fr)**

## 4. NOTIFICATION

La notification se fera par voie électronique.